

Sarah Knafo au Grand Jury RTL : Européennes, Nouvelle-Calédonie, plan anti-immigration.

20 min · Reconquête

du

Olivier : grand jury présenté par Olivier Bost. Bonjour, Sarah Cnafo.

Sarah : Vous

Olivier : êtes candidate aux élections européennes, 3e sur la liste reconquête de Marion Maréchal. Pour les auditeurs qui ne vous connaissent pas, vous avez été conseillère d'Éric Zemmour pour la campagne présidentielle de 2022. Vous avez décidé de vous confronter pour la 1re fois aux électeurs. Une 1re question de Carl Meus,

Carl : du Figaro. Bonjour, Sarah Cnafo. Juste avant vous, il y avait Emmanuel Valls, l'ancien Premier ministre au sujet de la Nouvelle-Calédonie, qui a expliqué qu'il fallait reporter le congrès de Versailles, renouer le dialogue en disant qu'on allait vers le chaos total sans un accord global. Alors, quelle est votre position sur ce sujet de la Nouvelle-Calédonie ? Vous aussi vous dites qu'il faut reporter le congrès et entamer des discussions globales

Sarah : ? C'est très intéressant parce que j'ai écouté Emmanuel Valls. Il a eu une expérience incontestable, il a été Premier ministre et ce qu'il a dit était intéressant, mais il est quand même socialiste, même s'il fait tout pour qu'on l'oublie. Pour moi, il y a 3 urgences. L'urgence, c'est absolument pas de reporter le congrès de Versailles, bien au contraire. Première urgence, de rétablir l'ordre. Je ne pense pas qu'on puisse parler de revendications légitimes quand les gens qui attaquent sont des jeunes de 14 à 16 ans, qui ne veulent pas un compromis, qui n'attendent pas un accord global, mais qui veulent casser, voler, violenter, qui ont déjà tué un gendarme, abattu un père de famille sur un barrage. Il n'y a pas

de cause politique à ce mouvement ?

Sarah : Absolument, mais l'accord politique a été trouvé il y a 30 ans. Ça fait 30 ans qu'on a trouvé un accord politique en Nouvelle-Calédonie et qu'on l'a même réitéré quand on dit qu'il y aura 3 référendums. 3, c'est absurde. Rendez-vous qu'on s'imaginait si on disait qu'on va voter 3 fois jusqu'à ce que ça corresponde et que les gens soient d'accord. L'accord politique a été trouvé il y a longtemps. Dans la vie, comme dans ces crises politiques, c'est plutôt la force qui calme la violence et la faiblesse qui les excite. Aujourd'hui, la force, c'est de dire qu'on a trouvé un accord il y a 30 ans. Cet accord, on l'a tenu, on l'a respecté. Aujourd'hui, les Calédoniens ont décidé par 3 fois de rester français. Les gendarmes, c'est ce qu'on fait, c'est ce qu'on doit continuer de faire. Il faut punir, réprimer ce qui est aujourd'hui violent, ce qui contraigne les Calédoniens à rester enfermés en manquant

Olivier : de vivre. Il y a juste 6 morts en 1 semaine, ça veut dire qu'il peut y avoir plus de morts dans votre solution d'être uniquement dans une solution.

Sarah : C'est l'autre solution qui va créer plus de morts. Je crois qu'aujourd'hui, on doit régler, c'est la 2e urgence, après le rétablissement de l'ordre, on doit régler cette question institutionnelle. On doit faire comprendre qu'aujourd'hui, c'est fini. Il faut dégeler le corps électoral, c'est l'urgence. Il faut faire revenir le droit commun démocratique. La Nouvelle-Calédonie, c'est la France, et la 3e urgence, c'est de faire respecter nos intérêts sans naïveté. La Nouvelle-Calédonie, c'est une place géostratégique majeure pour la France, au cœur du Pacifique Sud, dans une région qui connaît le taux de croissance le plus fort de la planète, entre l'Australie et la Chine, une zone riche de nickel, un espace maritime immense pour la France, et il faut être ferme. Quand j'entends certains proposant un 4e référendum qui disent qu'il faut entendre les revendications légitimes, ça me scandalise.

Olivier : Marine Le Pen demande un 4e référendum, elle demande du temps pour la Nouvelle-Calédonie. Elle a expliqué aux Figaro si on retire aux indépendantistes toute perspective démocratique, leur seule issue est non-démocratique, voire violente, ou le spectre de la guerre civile.

Sarah : Je suis désaccord. Si on retire toute perspective, mais ça fait 30 ans qu'on leur a donné une perspective, c'est

Olivier : une forme de paix civile.

Sarah : Quand on dira que la question est réglée, pour la France, la Nouvelle-Calédonie restera française, on calmera les velléités de ceux qui se disent qu'avec la violence, on va pouvoir obtenir quelque chose. Qu'est-ce qu'on fait quand on leur dit qu'on va reporter le Congrès ? On leur dit qu'avec la violence, on va obtenir des choses de la France. La Nouvelle-Calédonie est française parce qu'elle l'a décidé. Il y a eu le droit à l'autodétermination exercé par 3 fois. Ils veulent rester français. Une dernière chose, je veux aussi parler de la gauche. J'ai été très surprise par les propos de la gauche ces derniers temps. Si vous voulez que ces derniers temps, la gauche, LFI en particulier, c'est un peu Mélenchon à Paris, mais Zemmour à Nouméa. Dans le sens où on les entend parler de peuple premier, si on disait ça pour la France, mais que dirait-il ? On entend Christiane Tobira qui dit que les peuples veulent leur racine, pas devenir minoritaires sur leur terre. Qu'est

Olivier : -ce que nous disons d'autre ? Nous

Sarah : ne voulons pas devenir minoritaires sur notre sol. C'est ce que disent certains calédoniens et LFI. Pourquoi ne nous comprennent pas quand nous ne voulons pas devenir minoritaires ? Votre raisonnement, c'est de dire

Olivier : qu'on a raison avec la question du grand remplacement.

Sarah : La Nouvelle-Calédonie, c'est la France. Mais eux parlent de peuple premier pour les Canaques en leur reconnaissant un droit à ne pas devenir minoritaires sur leur sol, donc à continuer de geler le corps électoral contre le principe du suffrage universel. Pour les Français, ils ne reconnaissent jamais ce droit. Je ne comprends pas les positions de la classe politique que ce soit chez Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon.

Olivier : Votre tête de liste a déclaré dans les colonnes du Parisien hier. On ne doit pas plier face à ceux qui expriment leur haine de la France et affichent leur racisme anti-blanc. Tous les indépendantistes sont des racistes anti-blancs ?

Sarah : Absolument pas. Je ne le crois pas. En revanche, elle a raison quand elle dit que ces jeunes qu'on voit aujourd'hui ne veulent qu'une chose, c'est leur indépendance. Ils détestent les Calédoniens d'origine européenne. Le racisme anti

Olivier : -blanc, il n'y a pas de racisme dans les deux sens, dans ces cas -là. Je ne le crois pas. Le racisme anti -blanc en Nouvelle -Calédonie.

Sarah : Quand on regarde les images ces derniers temps, on n'a pas vu de Calédoniens d'origine européenne dire, comme disent certains jeunes, que ces jeunes -là ne cherchent pas à un compromis, à cahasser. Je pense même qu'ils sont soumis à la main mise des Aséries, peut-être des Chinois. Mais ils sont excités dans une forme de haine anti -occidentale. Michel Onfray a repris ce terme. Je l'ai vu hier dire qu'il y a un racisme anti -blanc en Nouvelle -Calédonie. Seule la force et la fermeté calmera ces violences en leur faisant comprendre qu'ils n'obtiendront rien.

Olivier : Une autre actualité de cette semaine.

Après l'évasion sanglante de Mohamed Amra par un commando au PH d'Incarville qui a fait deux morts et trois blessés, votre tête de liste a écrit qu'il faut les arrêter à tout prix, morts ou vifs, après de tels actes. Un procès n'est pas indispensable face à des actes de grand banditisme

Sarah : ? Il ne faut pas surinterpréter cette expression parce que c'est la doctrine de la police. Quand la police est face à un individu qui a déjà ouvert le feu, qui a tué deux personnes, sa doctrine, c'est de se dire que si on peut l'attraper vivant, c'est mieux. Ça permettra un procès. Mais s'il est dangereux, il ne faut pas soumettre la vie d'un autre policier à un tel danger. C'est ce que la police a fait pour Mohamed Mera. S'ils pouvaient l'attraper vivant, ils auraient préféré un procès. Mais s'il était trop dangereux, il fallait la battre. On

a vu Marion Maréchal aller à la rencontre des équipes pénitenciaires cette semaine. Quel est le message ? C'est du soutien ? Il y a une visée électorale ?

Sarah : On les soutient depuis longtemps. On n'a pas attendu la tuerie d'Incarville pour soutenir nos agents pénitenciaires. Marion Maréchal dit être un message très fort qu'elle leur a adressé. Ce qui me frappe dans ces affaires, c'est qu'est-ce qu'on se dit en ce moment ? Qu'est-ce que les Français se disent dans la rue ? Ça n'arrête jamais. On n'a pas pu comprendre et retenir ce qui s'était passé à Incarville. Le lendemain, un gendarme est abattu en Nouvelle -Calédonie. Le surlendemain, un Algérien sous OQTF tente de brûler une synagogue. Quand va-t-il s'arrêter ? On n'a pas le temps de retenir ce qui s'est passé en début de semaine. Aujourd'hui, ce qu'on a envie de dire, c'est qu'il faut mettre un terme à ça. On ne veut pas qu'on soit soumis à une lassitude qui nous fait accepter ces actes atroces, qui nous fait être anesthésiés par cette douleur à chaque fois qu'on voit les images. Je ne veux pas qu'on se dise ça. A mon avis, qu'est-ce qu'il faut faire ? Si on reprend ce qui s'est passé cette semaine, on a un plan d'action qu'on peut mettre en œuvre très vite. La première des choses, si je parle de la synagogue de Rouen, qui a failli être brûlée par un Algérien sous OQTF, c'est de faire appliquer les OQTF. Ça a l'air simple de dire ça, mais on se dit que c'est du simplisme. Je vous dis qu'il y a des solutions qu'on n'a jamais essayées. Pour faire appliquer les OQTF, il ne faut que du tempérament, mais il en faut beaucoup.

Comment est-ce que je peux pas

Sarah : ? Pour convaincre les pays d'origine, il faut les convaincre. On a des moyens de pression énormes. L'aide publique au développement. Quand vous vous dites qu'on donne 800 millions d'euros à l'Algérie tous les ans... un pays qui refuse de reprendre ses clandestins. Comment peut-on continuer à faire ça ? Pour une solution

Olivier : comme l'Angleterre, c'est -à-dire renvoyer des gens sous OQTF ou avec des demandes d'asile refusées vers le Rwanda, qu'il en soit originaire ou pas.

Sarah : C'est une bonne solution, mais avant celle-ci, il y a une solution simple, de la renvoyer dans leur pays d'origine. J'étais en train de vous dire, premier moyen de pression, la solution. La Grande-Bretagne ne

Olivier : marche pas sur le renvoi des gens qui sont situés sur la régulière. La France

Sarah : a beaucoup plus de moyens de pression que la Grande-Bretagne avec ses pays. C'est un plan B, que j'accepte totalement, de mettre dans un pays tiers. Pour les renvoyer dans leur pays d'origine, les moyens de pression pour les reprendre aident publics au développement. On supprime l'aide publique au développement. Deuxième moyen de pression, les visas. Plus de visas étudiants pour les pays qui ne reprennent pas leurs clandestins. Il y a beaucoup de gens qui veulent se faire soigner en France, notamment en Maroc et en Algérie. Troisième moyen de pression colossale, presque l'arme atomique, la fin des transferts de fonds, la fin des Western Union de la France vers les pays d'origine. Si ça ne marche pas, on a encore un dernier moyen, c'est le gel des avoirs, la confiscation des propriétés, des dirigeants de ces pays. On le fait avec la Russie, avec des gens qui nous laissent sur notre sol des bombes sur pâte, dont on sait qu'elles sont dangereuses et qu'on n'attend que d'expulser.

Olivier : Un point dans votre programme pour les Européennes concernant l'immigration, c'est l'idée d'une triple frontière. Triple frontière, pour résumer, c'est un blocus naval militaire au Méditerranée, la détention des migrants des pays hors de l'UE et l'interdiction de circulation dans l'espace Schengen pour les non-Européens. Sur ce dernier point, cette interdiction, ça veut dire que vous remettez des points frontières à toutes les frontières de la française ? Vous remettez des douaniers

Sarah : ? Je repars de la base et ensuite je réponds à votre question. L'objectif de reconquête, c'est d'abord dissuader les

Olivier : départs,

Sarah : empêcher les arrivées et contraindre au retour. Comment on fait ? Vous avez dit une triple frontière. Une triple frontière. Première des choses, une frontière nationale. C'est la base. Tous les pays normaux ont des frontières.

Olivier : On repasse, on repasse pas ?

Sarah : Quand on dit ça, on dirait que c'est absurde. Vous allez mettre des douaniers partout. La France a fait respecter ces frontières. Je vais vous donner un exemple. J'ai travaillé à la préfecture des Pyrénées Atlantiques. Il y a eu une crise des migrants à Bayonne. Enormément d'arrivés de migrants qui venaient d'Espagne et qui tentaient d'arriver sur le sol français. Le préfet a pris la décision d'envoyer une compagnie de CRS à la frontière. En deux jours, la crise s'est étarée. Les migrants sont rationnels. Ils voient des CRS, ils se disent qu'ils vont me faire interpellé.

Olivier : Le chemin ne peut plus passer. Vous proposez de le faire sur l'ensemble de la France ?

Sarah : Exactement. Chaque fois qu'on observe que des migrants arrivent, on peut envoyer nos CRS. Ce serait de la dissuasion ? Exactement. La dissuasion marche. Les migrants ont des aides rationnelles. Je vais y venir dans la triple frontière. La frontière européenne, un blocus naval européen avec les pays qui le souhaitent. C'est -à-dire mettre nos marines nationales en commun pour dissuader les bateaux de passeurs, les interpellé et les faire retourner des côtes. Troisième frontière, dans les pays d'origine. On est presque les seuls à le dire. Il faut faire des campagnes de

dissuasion. Il faut dire aux migrants. Dernier exemple personnel. J 'ai travaillé à l 'ambassade de France en Libye. J 'ai rencontré des passeurs pour vous dire comment ils s 'organisent dans des boucles WhatsApp avec des migrants qui demandent à traverser en Europe, qui font un véritable audit de nos politiques publiques et qui se demandent quel est le pays le plus accueillant. On est champion du monde. C 'est un des rares sujets sur lequel la France est en haut du podium. Quels messages faut -il leur envoyer puisqu 'ils sont rationnels, connectés ? Il faut leur dire que si vous violez nos frontières, si vous arrivez en France de manière illégale, nous vous considérons comme des clandestins qui avaient violé nos lois, vous serez incarcérés, vous n 'aurez le droit à rien, ni hébergement d 'urgence, ni logement social, ni allocation. Vous serez renvoyés dans votre pays. Je peux vous assurer que les flux se tareront très rapidement.

Olivier : Dans cette élection européenne, Marion Maréchal a dit hier aux Parisiens que votre liste serait la surprise. Aujourd 'hui, la surprise, c 'est plutôt que la liste ne décolle pas alors qu 'elle est en campagne depuis septembre. Comment vous expliquez ce surplace ?

Sarah : Je vous trouve sévère. On peut remarquer que, au contraire, la liste commence à trouver des couleurs. Je suis regardée

Olivier : les sondages IFOP, ELA, BVA, ARIS.

Sarah : Tout ce que vous citez, on est monté. Les sondages, si on les trouve bas... Vous êtes

Olivier : entre 5 et 6.

Sarah : Entre 6 et 8 plutôt.

Olivier : 5 et 6 sur les instituts que j 'ai cités.

Sarah : Opinano et 8, IFOP 6. Si on les trouve bas, la campagne sert à les faire augmenter. Je suis chez vous, Maréchal est en déplacement, Eric Zemmour aussi. Notre objectif, c 'est de convaincre le plus de gens. Si je peux vous dire un mot, il y a des gens très hauts dans les sondages et d 'autres très hauts dans le courage. Je laisse les écouter choisir en fonction de leur caractère.

Olivier : Le RN que vous visez ? Oui. Très hauts dans les sondages. Vous

Sarah : avez vu sur la Nouvelle -Calédonie ?

Carl : On en a parlé. Carl Meus. Reconquête divise la droite et vient nous parler d 'Union des droites. Les premiers diviseurs, une petite surcursale du RN. Ce sont les mots de Nadine Morano, qui est candidate LR sur la liste des Européennes. Vous êtes une surcursale du RN ? Je

Sarah : crois que je viens de prouver que pas du tout. Ça m 'étonne beaucoup les mots que vous venez de lire. C

Olivier : 'est des mots qu 'elle a tenus. Pourquoi ?

Sarah : Je la crois très proche de nous. Vous sentez

Carl : une fébrilité chez les LR ?

Sarah : Je vais répondre sur le fond. C 'est intéressant. Je crois qu 'un pays dans lequel qu 'un seul parti a le droit de se présenter dans les sondages, s 'appelle une dictature. La démocratie divise les voix par nature parce que ça laisse le choix aux électeurs. On a des différences. Ni les Républicains,

ni le RN. On est une succursale de personnes. On est le parti satellite de personnes. On a notre ligne propre pour cette élection européenne. On est les seuls à proposer un véritable programme de libération des Européens. On veut libérer les Européens de l'islamisation et du grand remplacement. On est les seuls à utiliser le terme. On veut libérer les Européens de la technocratie bruxelloise, de l'emprise de la commission. On veut libérer l'économie européenne des gabjies bruxelloises et de la tyrannie réglementaire. On est les seuls à aller aussi loin. Et enfin, on veut libérer les Européens de la propagande woke, de l'endoctrinement souvent soutenu par la Commission européenne. Vous

Olivier : dites que vous refusez tout impôt européen. Vous ne voulez plus que la France participe au budget européen ?

Sarah : La France participe au budget européen avant la création de tout impôt européen. Ce qu'on croit, c'est qu'on a trop d'impôts. On est à 45 % de prélèvement obligatoire en France. C'est le taux le plus élevé du monde. Qu'est-ce qu'on vous

Olivier : évoquait ?

Sarah : Quand on écoute Emmanuel Macron à la Sorban, on comprend que lui voulait financer des politiques publiques européennes via un impôt européen. On dit qu'on s'y opposera toujours. Aucun député ne reconquerra si les Français nous confiants. Aucun député ne votera un impôt européen. C'est ce qu'on veut dire.

Olivier : Vous êtes sur un positionnement plutôt libéral sur le plan économique. Vous souhaitez supprimer les règles de concurrence du marché européen de l'électricité ? C'est du libéralisme. C

Sarah : c'est une question intéressante. Quand on défend la concurrence, ça sert à baisser les prix. Vous lisez AIEC, les grands auteurs économiques. Le fondement de la concurrence et pourquoi les économistes libéraux aiment la concurrence, c'est que ça fait baisser les prix. On a inventé un marché de la concurrence qui fait augmenter les prix, mais qui les fait augmenter x10, x100, x500. Alors qu'on avait touché, non. C'est ça, toute l'absurdité. Un marché concurrentiel qui fait augmenter les prix. C'est très peu pour nous.

Olivier : Stanislas Rigaud est en 6e opposition sur la liste reconquête. Est-il applaudissant le discours de Marine Le Pen, qu'elle tient à Madrid ? Elle est à la tribune du Rassemblement des leaders souverainistes organisés par le Parti espagnol Vox, qui sont normalement vos partenaires.

Sarah : Effectivement. Stanislas Rigaud était hier à Madrid où il a tenu un discours sur la jeunesse européenne. Il voulait rentrer en France pour ça. Écoutez, que Marine Le Pen passe un week-end à Madrid, elle peut faire ce qu'elle veut. Ça interroge

Olivier : les alliances. Vox est toujours vos alliés ? Abascal et

Sarah : Marine Le Pen étaient amis de longue date. Nous, on n'est pas possessifs. Nos alliés ont droit d'avoir leurs propres amis. Ce qui est certain, c'est que demain, le Parti Vox sera notre allié. C'est un parti qui nous ressemble davantage au-delà du lien humain qu'il peut avoir avec Marine Le Pen. politiquement ils nous ressemblent davantage. Pourquoi ? Parce que Vox est une scission du Parti populaire, donc de la droite classique, en tout cas de la droite, alors que Marine Le Pen ne se reconnaît pas de droite. C'est un parti qui, économiquement, est bien plus proche de nous. C'est un parti conservateur, comme nous, je vous l'ai dit, on est les seuls à défendre la lutte contre le walkie-sme, on n'entend pas beaucoup les autres en réalité parler de ces sujets. Donc le Parti Vox siègera avec nous demain au groupe ECR. Et dernière chose, si je puis me permettre, je crois qu'on ne

renversera pas Vanderley -en, ni avec des sondages français, ni avec des selfies, mais avec des votes au Parlement de Bruxelles. Et nous avons le seul groupe de droite pour y arriver.

Olivier : Merci beaucoup, Sarah Knafo, candidate reconquête aux élections européennes pour ce grand jury.